

1989

ESSO S.A.F.

RAPPORT ANNUEL

R A P P O R T A



Esso Société Anonyme Française
au capital de 595 898 000 F
6, avenue André Prothin, Courbevoie
(Hauts-de-Seine)

Adresse postale :
Cedex 2 - 92093 Paris-La Défense
Téléphone : (1) 49 03 60 00
Télex : Esso 620031 F
Télécopie : (1) 49 03 66 03
Code APE 0531
R.C.S. Nanterre B 542 010053

Documents présentés
à l'assemblée générale
des actionnaires du 14 juin 1990
communiqués au
comité central d'entreprise.



Jean-Luc Randaxhe — Jean Verré — Robert K. Meahl

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean Verré
Président

Jean Boillot
Patrick Deveaud
Michel Kopff
Jean-Louis Pilliard
Jean Rauzier
Claude Roux

COMITÉ DIRECTEUR

Jean Verré
Président-Directeur Général

Jean-Luc Randaxhe
Directeur Général Produits Pétroliers

Robert K. Meahl
Directeur

CONTRÔLEUR

Jacques Rozier

TRÉSORIER

Guy Henry

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Daniel Dudon
Titulaire

Édouard Salustro
Titulaire

Jean-Michel Garnier
Suppléant

SOMMAIRE

Déclaration de Monsieur Jean Verré,
Président-Directeur Général.

Mesdames, Messieurs,

L'année 1989 a été marquée par la poursuite du redressement du raffinage, par une augmentation sensible du prix du pétrole brut et par une concurrence acharnée dans le domaine de la distribution des carburants en France.

Dans cet environnement, le résultat courant économique de l'activité Raffinage/Distribution, véritable indicateur de la santé de votre Société, s'élève à + 351 MF, essentiellement au même niveau qu'en 1988 compte tenu de l'arrêt de nos deux raffineries pour entretien normal.

Le résultat courant comptable s'établit à 1122 MF, en augmentation de 797 MF par rapport à 1988, ceci étant principalement dû à l'augmentation de la valeur de nos stocks, elle-même liée à l'augmentation de prix du brut et des produits. Ce résultat inclut un dividende de 151 MF reçu d'Esso REP.

Le résultat net comptable de 316 MF est pratiquement identique à celui de 1988. Je rappelle toutefois qu'il inclut une dotation de 500 MF à la provision pour fluctuation des cours et une dotation aux amortissements dérogatoires de 213 MF, alors qu'aucune dotation n'avait été effectuée, ni reprise en 1988.

Ces résultats permettent à votre Conseil de vous recommander la distribution d'un dividende de 25 F par action, soit 298 MF, identique au dividende des trois années précédentes. Je vous rappelle qu'un acompte de 15 F par action a été versé le 16 février 1990.

Le redressement du raffinage, déjà amorcé en 1987 et 1988, s'est poursuivi tout au long de l'année 1989. Pour la première fois depuis le début de la décennie, la marge nette de raffinage a été positive en moyenne annuelle. Les efforts de restructuration, joints à une demande pétrolière croissante et à des exigences accrues de qualité des produits, ont permis d'atteindre ce résultat, capital pour la profitabilité de notre Société et gage de sa capacité d'adaptation ultérieure. Les deux raffineries de Port-Jérôme et de Fos ont fonctionné à pleine capacité et confirmé leur remarquable fiabilité apportant ainsi une bonne contribution aux résultats financiers.

Le raffermissement de la demande pétrolière s'est aussi traduit par une remontée notable du prix du brut. A 18,2 $/baril, le Brent spot – brut de référence pour l'Europe - a atteint son plus haut niveau moyen depuis l'effondrement de 1986. Cet environnement, mais aussi les gains de productivité et les efforts permanents de réduction des coûts ont permis à votre filiale Esso REP d'améliorer son résultat. Les investissements de développement, notamment sur les champs des Landes, ont permis de maintenir la production de pétrole brut au niveau de 1,5 million de tonnes, en léger recul par rapport à 1988 ; mais en l'absence de découvertes notables, il est à craindre que la production ne régresse sensiblement dans les années futures. Les conditions fiscales doivent être améliorées rapidement : j'ose espérer que la réflexion engagée avec l'Administration aboutira cette année à une situation acceptable.

La concurrence acharnée dans le domaine de la distribution des carburants s'est poursuivie en 1989 et les marges sont restées désastreuses. Je rappelle que le prix de vente hors taxes à la pompe est, et de loin, le plus bas de toute l'Europe et la rentabilité des investissements correspondants est tout simplement nulle – voire négative !... Dans ce contexte économique très difficile, la demande de l'automobiliste pour des produits plus propres et plus performants a été le phénomène majeur de l'année 1989. Pour votre Société la réponse à cette attente a un nom : "ESSO SUPER PLUS", supercarburant sans plomb, additivé, à haut octane et répondant parfaitement aux exigences du cahier des charges des constructeurs automobiles. Contrairement à ce qui a été dit et écrit, le lancement de ce produit n'a pas été un échec, mais un succès, un très grand succès : un produit qui n'existait pas il y a un an représente maintenant plus de 25 % des ventes dans nos stations et son avenir s'annonce brillant.

Cette démarche de qualité ne s'est pas limitée aux carburants. Dans le domaine de très haute technologie de l'activité Huiles Blanches, votre Société a décidé de consolider sa position de leader mondial en augmentant de 50 % la capacité de son unité de Port-Jérôme dès l'année prochaine.

Ces résultats n'ont pu être atteint que grâce à la contribution remarquable des femmes et des hommes de votre entreprise. Au-delà de leur professionnalisme clairement reconnu par leurs clients... et leurs concurrents, ils ont pleinement adhéré aux objectifs de gestion et d'innovation qui leur étaient proposés. Cette adhésion s'est concrétisée par la signature d'un accord d'intéressement – nous l'avons appelé CAP ESSO – qui les associe au résultat économique de l'entreprise ; au titre de 1989, chacun a reçu environ un demi-mois de salaire supplémentaire. Au-delà de cette somme, je vois là le symbole d'un nouvel esprit d'entreprise.

L'avenir me semble prometteur. Les marges de raffinage du 1er semestre 1990 se rapprochent maintenant d'un niveau satisfaisant, confirmant ainsi l'amélioration déjà observée en 1989. Cet équilibre est d'autant plus important que les exigences de qualité du consommateur et de protection de l'environnement vont nécessiter à terme de nouveaux investissements dans le raffinage. Il est bien entendu difficile de prévoir l'évolution du prix du brut mais l'analyse des événements récents confirme sa stabilisation autour de 18 $/baril avec une tendance à l'augmentation à terme. Les indices de pétrole brut mis en évidence par Esso REP dans le Jura n'ont certes pas été confirmés sur le plan commercial mais ils incitent votre filiale à persévérer dans sa recherche en France. Enfin l'excellent démarrage des carburants sans plomb laisse mieux augurer d'un secteur où, depuis longtemps, les résultats n'étaient pas à la hauteur des efforts entrepris.

Symbole de cet optimisme, nous étudions un projet de déménagement de notre siège social de La Défense et de construction d'un nouveau siège à Rueil-Malmaison. Ce projet avance bien, les négociations avec les administrations concernées se déroulent normalement et je compte bien pouvoir vous en dire beaucoup plus lors de notre prochaine Assemblée Générale.



Editorial

S'il fallait brièvement qualifier les résultats d'Esso S.A.F. en 1989, je dirais qu'ils sont à la fois positifs, médiocres et cependant prometteurs.
Le résultat courant économique, véritable indicateur de la santé de l'activité raffinage/distribution, est positif de 351 millions de francs. Compte tenu des arrêts de nos deux raffineries pour entretien normal, il se situe au même niveau qu'en 1988. Il est certes positif, ce qui n'est pas un mince succès après les pertes enregistrées depuis le début de la décennie, mais il reste médiocre car il correspond à une rentabilité très insuffisante des capitaux investis dans notre société; il reste médiocre aussi car il ne traduit pas de progrès par rapport à l'année précédente.

Et pourtant, au-delà des chiffres bruts, les signes d'amélioration déjà observés en 1988 se confirment et s'amplifient. Après les soubresauts de 1979 et de 1986, le prix du brut se stabilise autour de 18 dollars le baril, un prix que l'on peut estimer "raisonnable" tant pour le producteur que le consommateur ; Esso REP améliore sa performance, même si tous les problèmes fiscaux ne sont pas encore réglés. Les marges de raffinage continuent à s'améliorer laissant entrevoir la possibilité de moderniser prudemment l'outil de travail face à la concurrence sévère des autres pays. Enfin le consommateur français apprécie de plus en plus la possibilité qu'il a de choisir entre carburant banal et carburant de haute qualité: Esso Super Plus, lancé en juin 1989, représente maintenant près de 20% de nos ventes de carburants.

Gérée avec une très grande rigueur mais aussi déléguant à son personnel une plus grande responsabilité dans les domaines de la créativité et de l'innovation, Esso est en bonne position pour l'avenir.

Mais tout ne se fera pas en un jour. La Fontaine nous l'avait déjà dit :
"Patience et longueur de temps..." sont des ingrédients essentiels au succès.

Jean Verré
Président-Directeur Général

Le 25 avril 1990

Rapport de Gestion du Conseil d'Administration

ENVIRONNEMENT PÉTROLIER INTERNATIONAL

Parallèlement à une activité économique soutenue, la demande mondiale de pétrole a augmenté (+ 2 % par rapport à 1988) pour la quatrième année consécutive, particulièrement en Asie. Avec une production de 22,8 millions de barils par jour, représentant 44 % de l'approvisionnement mondial, essentiellement en ligne avec la demande du marché, l'OPEP a contribué à la stabilisation des cours. Le prix du pétrole brut de Mer du Nord (brut de Brent) s'est établi à 18 dollars le baril en moyenne avec des fluctuations importantes en cours d'année et une hausse appréciable entre janvier et décembre 1989.

Au 1er janvier 1990, les réserves prouvées de pétrole dans le monde ont dépassé pour la première fois 1000 milliards de barils. Ces réserves représentent un demi-siècle de consommation, ce qui constitue un facteur de sécurité des approvisionnements.

Les marges de raffinage ont fluctué de façon considérable en cours d'année. Après la forte dégradation du premier trimestre, elles se sont sensiblement redressées pendant une période de deux mois au second trimestre à la suite des craintes de déficit d'essence aux Etats-Unis. Elles ont baissé puis se sont raffermies de nouveau à partir de l'automne grâce à une forte demande en distillats, particulièrement aux Etats-Unis à la suite d'une vague de froid, et en zone Pacifique, alors que les exportations soviétiques se réduisaient. Globalement, l'année 1989 a confirmé la tendance déjà observée depuis plusieurs années au rétablissement progressif des marges de raffinage. Toutefois, celles-ci restent encore, en moyenne, insuffisantes pour assurer une rentabilité normale des capitaux engagés.

La demande croissante de produits pétroliers aux caractéristiques techniques de plus en plus exigeantes, notamment pour répondre aux préoccupations d'environnement, entraînera des besoins d'investissements considérables dont le financement exigera des marges suffisantes et stables. Les pays dans lesquels ces conditions seront les mieux réalisées s'équiperont, permettant ainsi d'approvisionner les autres pays dans des conditions satisfaisantes pour le consommateur grâce à la fluidité des marchés de produits finis.

Les bouleversements engagés à l'Est en fin d'année sont de nature à modifier sensiblement dans les années à venir les données économiques et énergétiques de notre continent. Ils méritent donc d'être suivis avec attention, bien qu'il soit encore trop tôt pour dégager des conclusions.

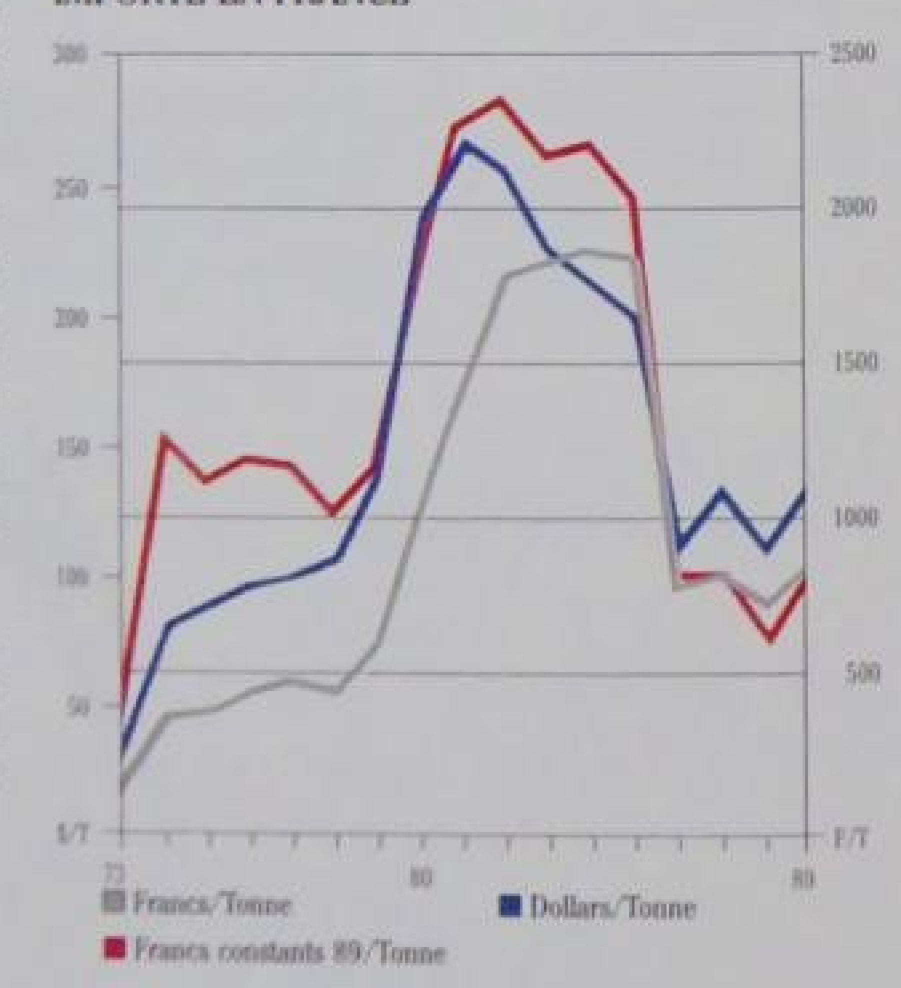
ENVIRONNEMENT FRANÇAIS

En France, 3,3 millions de tonnes de pétrole brut ont été produites, dont 1,5 million de tonnes pour Esso REP qui reste ainsi, le premier producteur français. Cette production est en léger recul sur celle de l'année précédente, ce qui montre à l'évidence la nécessité de créer autour de l'exploration/production un climat favorable à l'exploration et à la mise en valeur d'un sous-sol dans lequel la plupart des découvertes se sont révélées d'importance modeste. Le prélèvement exceptionnel et le poids de plus en plus excessif des redevances communales et départementales des Mines, notamment du fait d'un mécanisme d'indexation anti-économique, vont à l'encontre de cet objectif.

Le marché intérieur des produits pétroliers s'est accru de 3,5 % en 1989. Le marché des essences a baissé de 2 %. Les ventes de gazole ont progressé de 11 %, reflétant ainsi la forte tendance à la diésélisation du parc automobile qui atteint maintenant 30 % des immatriculations de véhicules neufs. Le fioul domestique a régressé de 4 % malgré sa compétitivité qui est encore insuffisamment perçue par les consommateurs. Le marché du fioul lourd s'est, quant à lui, accru de 15 %, à la suite de la consommation exceptionnelle d'EDF en cours d'année.

L'année 1989 aura surtout été l'année du lancement à grande échelle du carburant sans plomb. En ligne avec les recommandations de la CEE pour favoriser le développement de ce carburant, le gouvernement a décidé de lui appliquer une réduction de la TIPP de 35 centimes par litre à la fois pour couvrir son surcoût et encourager son emploi. En réponse à cet effort d'incitation des Pouvoirs Publics, l'industrie pétrolière a développé un réseau de points de vente de ce carburant couvrant de façon satisfaisante l'ensemble du territoire, permettant ainsi à la France de remplir ses obligations européennes. Très peu de grandes surfaces proposent du carburant sans plomb bien que ce produit soit largement disponible sur le marché.

COÛT MOYEN ANNUEL DU PÉTROLE BRUT IMPORTÉ EN FRANCE





Pour aller encore plus loin dans la réduction des émissions de plomb souhaitée par les Pouvoirs Publics et par la collectivité, deux efforts très importants ont été engagés. D'une part, l'industrie pétrolière a décidé d'abaisser la teneur en plomb des essences plombées de 0,40 gramme par litre à 0,25 gramme par litre en mars 1989. D'autre part, la plupart des sociétés ont développé leur propre supercarburant sans plomb aux caractéristiques très améliorées pour répondre aux exigences du parc automobile français. Ces produits, fruit des recherches menées en commun avec les constructeurs, ont pour but d'améliorer le fonctionnement et la durée de vie des véhicules. Pour permettre à la plupart des véhicules existants d'en profiter, ils ont, de plus, des indices d'octane élevés.

A l'instar des autres grands pays constructeurs d'automobiles, la France dispose ainsi de carburants aux technologies très avancées permettant de poursuivre le développement de moteurs propres, performants et économes en énergie.

Plus généralement, les efforts faits par les sociétés pétrolières pour développer des produits et des services de qualité ont été appréciés par les consommateurs : après plusieurs années de baisse consécutive à la concurrence des grandes surfaces, la part des sociétés pétrolières dans la distribution des carburants s'est stabilisée.

AU SERVICE DU CONSOMMATEUR ET DE L'INTÉRÊT NATIONAL

Au deuxième semestre 1989, le pétrole a pu suppléer aux niveaux très bas des réservoirs hydroélectriques saisonniers, des barrages au fil de l'eau et à la production réduite de certaines centrales nucléaires, confirmant ainsi son rôle unique d'énergie de bouclage.

Malgré une concurrence très vive de la part d'opérateurs n'ayant pas les mêmes exigences de service aux consommateurs, la profession pétrolière a gardé jusqu'ici un réseau national important de stations-service. Dans un certain nombre de stations, notamment autoroutières, les clients sont accueillis 24 heures sur 24 et cinq carburants différents leur sont proposés pour répondre à tous leurs besoins. D'une façon générale, ce même souci du consommateur se retrouve dans l'ensemble du réseau de stations : accueil, amplitude des horaires d'ouverture, carburants de haute qualité, commodité des magasins de proximité et autres services pour l'automobile.

L'industrie pétrolière française, qui employait en 1980 plus de 100 000 personnes, a fait face à une crise profonde. Elle n'en compte plus aujourd'hui qu'environ 50 000. A la différence d'autres secteurs industriels, elle a pris en charge l'essentiel du coût social de ces restructurations, en particulier des fermetures de raffineries et de dépôts. Elle apporte chaque année environ 18 milliards de francs de valeur ajoutée à la collectivité nationale, contribuant à soutenir l'activité économique du pays. Elle collecte pour le compte de l'Etat, environ 150 milliards de francs de taxes sur les produits pétroliers, sans aucune rémunération à ce titre.

Les investissements de l'ensemble du raffinage et de la distribution ont représenté 7,6 milliards de francs en 1989, ce qui reste très élevé au regard des résultats financiers de ces dernières années.

Les centres de recherche de l'industrie pétrolière, très actifs dans les domaines de la recherche fondamentale et appliquée, améliorent constamment les produits pétroliers. A titre d'exemple, les ingénieurs et techniciens de votre Centre de Recherche de Mont-Saint-Aignan ont mis au point, en liaison avec des entreprises de travaux routiers, des enrobés bitumineux drainants de haute qualité et durabilité qui augmentent considérablement l'adhérence des chaussées et contribuent ainsi à l'amélioration de la sécurité routière.

Enfin, l'effort constant de recherches d'hydrocarbures liquides sur le sol français accompli par les sociétés pétrolières, et tout spécialement par Esso REP, a permis de développer la production nationale et de réaliser trois milliards de francs d'économies de devises en 1989.

Activités de la Société et de ses Filiales

ESSO EN 1989

En 1989, votre société s'est attachée plus que jamais à satisfaire les besoins des consommateurs et à améliorer la qualité de ses produits et de ses services. Elle a veillé tout particulièrement à développer sa chaîne de contrôle et de maintien de la qualité de ses produits de la raffinerie au consommateur. Ainsi, des investissements spécifiques ont été réalisés pour garantir la qualité des carburants jusqu'à la station-service. Dans le domaine des huiles et des bitumes, des programmes d'assurance qualité ont été poursuivis.

Le lancement de l'Esso Super Plus est l'exemple le plus marquant de cette politique. Votre société a été l'une des premières à annoncer la fabrication en France et la distribution sous ses couleurs d'un carburant sans plomb aux caractéristiques très améliorées, additifs, octanes, garantie qualité : l'Esso Super Plus. Ce carburant de conception révolutionnaire est le fruit de deux ans d'efforts de recherche dans les laboratoires de Mont-Saint-Aignan et d'Abingdon en Grande-Bretagne. Ce produit de haute qualité offre un agrément de conduite accru avec de meilleures reprises, assure aux moteurs une plus grande longévité ainsi qu'une consommation moindre.

Laisser au consommateur sa liberté de choix est un aspect important de la politique de distribution de votre société. Contrairement à certains de ses concurrents, elle a ainsi maintenu le carburant ordinaire aux côtés de ses autres produits dans neuf stations sur dix. Avec l'Eurosuper sans plomb (RON 95), le gazole sans odeur, l'Esso Super Plus et le GPL, Esso offre aujourd'hui aux automobilistes, l'éventail le plus complet de produits de qualité.

La même politique de mise à disposition de ses clients d'une large gamme de produits de haute qualité est recherchée pour tous les autres produits pétroliers.

L'adaptation de l'outil de raffinage a été poursuivie, en investissant, en particulier, pour la production et la commercialisation de l'Esso Super Plus et en augmentant la capacité de cracking catalytique à Port-Jérôme et à Fos-sur-Mer. Les deux raffineries ont tourné à pleine capacité en dehors de deux périodes d'arrêt d'entretien.

Votre filiale Esso REP est demeurée en 1989 le premier producteur de brut en France avec toutefois une production en léger recul sur 1988, comme pour l'ensemble de la profession toujours handicapée par une fiscalité inadaptée.

Les réalisations de 1989 ont pu être menées à bien grâce à la participation active de tous les membres du personnel et à la structure efficace dont dispose aujourd'hui votre société. C'est dans un climat de confiance que celle-ci a négocié et signé avec les partenaires sociaux l'accord d'intéressement et de participation CAP ESSO, fondé sur le résultat économique courant de l'entreprise. Votre société a poursuivi la promotion de l'innovation, le renforcement de l'esprit de corps, la valorisation des hommes et des équipes.

L'étude d'un projet de déménagement, à Rueil-Malmaison, du siège social a été annoncée en fin d'année.

Le résultat net comptable de 1989 est un profit de 316 millions de francs, composé des éléments suivants :

- le résultat d'exploitation est positif de 970 millions de francs ;
- le résultat financier positif de 152 millions de francs inclut 151 millions de francs de dividende reçu d'Esso REP, à comparer à 115 millions de francs en 1988 ;
- les éléments exceptionnels sont négatifs de 806 millions de francs.

En 1989, compte tenu de l'effet prix sur stock, positif de 620 millions de francs, et du dividende d'Esso REP, le résultat courant économique des activités de raffinage-distribution est un profit de 351 millions de francs, à rapprocher d'un profit de 446 millions de francs en 1988.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

En dépit d'un environnement commercial extrêmement concurrentiel, 1989 a été marquée pour le réseau Esso par l'amorce du redressement de ses parts de marché au cours du deuxième semestre. Ses ventes totales d'essences et de gazole ont augmenté de 4 %, soit un point de plus que la progression de la demande.

Ces résultats confirment la valeur du réseau Esso qui a été officialisée, en 1989, par le Trophée de l'Excellence décerné par le Groupement Interprofessionnel de l'Automobile, reconnaissant la qualité du service proposé aux consommateurs. La notoriété grandissante de la carte de crédit européenne, Esso Card, auprès des transporteurs contribue à ces résultats ainsi que la perception croissante par les consommateurs de la qualité des carburants Esso. Après avoir été la première à mettre sur le marché un gazole "Extrême", à haute résistance au froid, votre société a commercialisé, en juillet 1989, l'Esso Super Plus, supercarburant sans plomb additivé, à caractéristiques très améliorées et à octanes élevés. Ce nouveau carburant a remporté un succès indiscutable puisque, six mois après son lancement, il représentait 17 % des ventes d'essences dans les 1000 stations équipées.

Les ventes en gros – combustibles et carburants – ont été gérées avec la plus grande rigueur dans un marché fortement concurrentiel.



Ventes totales d' Esso S.A.F.	1987		1988		1989	
correspondant au chiffre d'affaires commercial	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
carburants auto	2 371	22,5	2 681	23,9	2 451	22,7
distillats	3 621	34,4	4 053	36,2	3 969	36,7
fiouls lourds	2 188	20,8	1 990	17,8	1 852	17,1
autres produits	2 358	22,3	2 469	22,1	2 541	23,5
total produits finis	**10 538**	100,0	**11 193**	100,0	**10 813**	100,0
pétrole brut & bases pour la chimie	2 586		2 541		2 916	
total	**13 124**		**13 734**		**13 729**	
dont exportations et soutes étrangères	2 081		2 308		2 681	

Les utilisateurs de bitumes ont bénéficié d'une politique de qualité et d'assistance technique renforcée, reposant en particulier sur les efforts de recherche de nouveaux produits menés par le Centre de Recherche de Mont-Saint-Aignan. Face à un accroissement de la pénétration des importations de bitumes des autres pays de la Communauté, votre société a maintenu le volume de ses ventes.

Votre société a inventé un nouveau procédé de fabrication d'émulsions routières de bitumes de qualité améliorée. Sa souplesse permet en outre la mise au point de produits nouveaux. Il sera mis en œuvre dans l'ensemble des usines bitumes et émulsions réparties sur le territoire.

Dans le marché en expansion des carburéacteurs, votre société a conservé sa position de leader et développé ses fournitures auprès de nouveaux clients.

Dans le domaine des soutes, elle a continué à développer ses ventes, en améliorant son service à la clientèle notamment dans les ports du Havre et de Fos.

La gamme des huiles moteurs a été enrichie par de nouveaux produits de très haute qualité. Le partenariat Peugeot-Esso s'est étendu au domaine sportif de haut niveau, rallye Paris-Dakar, futur championnat du monde des voitures de sport, et contribue à démontrer l'excellente performance des lubrifiants Esso.

En ce qui concerne les huiles blanches, votre société initie et coordonne toutes les actions visant au développement des ventes et à la profitabilité tant en France que dans d'autres pays du monde. Elle exporte plus de 80 % de sa production dans une quarantaine de pays parmi lesquels une dizaine d'Extrême-Orient.

RAFFINAGE, APPROVISIONNEMENTS ET TRANSPORTS

Les installations de raffinage de Fos-sur-Mer et de Port-Jérôme ont fonctionné à pleine capacité et confirmé leur grande fiabilité. Elles ont été arrêtées chacune pour une inspection d'entretien périodique. A cette occasion, une formule inédite d'organisation rendue possible par les travaux de modernisation réalisés en 1986, a été appliquée à Fos. Elle s'est traduite par d'importantes réductions de coût et de durée.

Les projets de réduction de la teneur en plomb dans les essences et de fabrication de l'Esso Super Plus ont été menés à bien par les équipes des raffineries. Port-Jérôme et Fos ont rapidement investi pour fabriquer et livrer ce nouveau carburant et pour maintenir des contrôles de qualité du produit tout au long de la chaîne, renforçant ainsi la position compétitive de votre société. En 1989, 130 millions de francs ont été ainsi consacrés à l'augmentation des capacités de craquage catalytique.

Port-Jérôme a connu cette année encore un excellent fonctionnement des unités de production d'huiles. L'augmentation de la capacité de production d'huiles blanches a été décidée. Une deuxième unité va être construite pour mise en service au cours du deuxième semestre 1991. Cet investissement de plus de 120 millions de francs permettra de répondre à la demande mondiale croissante pour ce type de produit de très grande technologie et de très haute pureté. A Port-Jérôme également, un programme de maîtrise de la qualité a été lancé pour répondre encore mieux aux besoins des clients.



La raffinerie de Fos a diversifié ses productions en se dotant de facilités de production et d'expédition de propylène.

L'équipement du craquage catalytique de Port-Jérôme d'un dépoussiéreur électrostatique à haute performance d'un investissement de 30 millions de francs, a permis de réduire les émissions de poussières de 95 %, contribuant ainsi à la protection de l'environnement.

Un effort de surveillance renforcée des stations d'épuration des rejets d'eau des raffineries a permis d'améliorer encore la qualité des effluents.

Pour prévenir les risques technologiques, toutes les études de danger ont été remises à jour selon la directive Seveso tant pour les raffineries que pour les dépôts d'hydrocarbures.

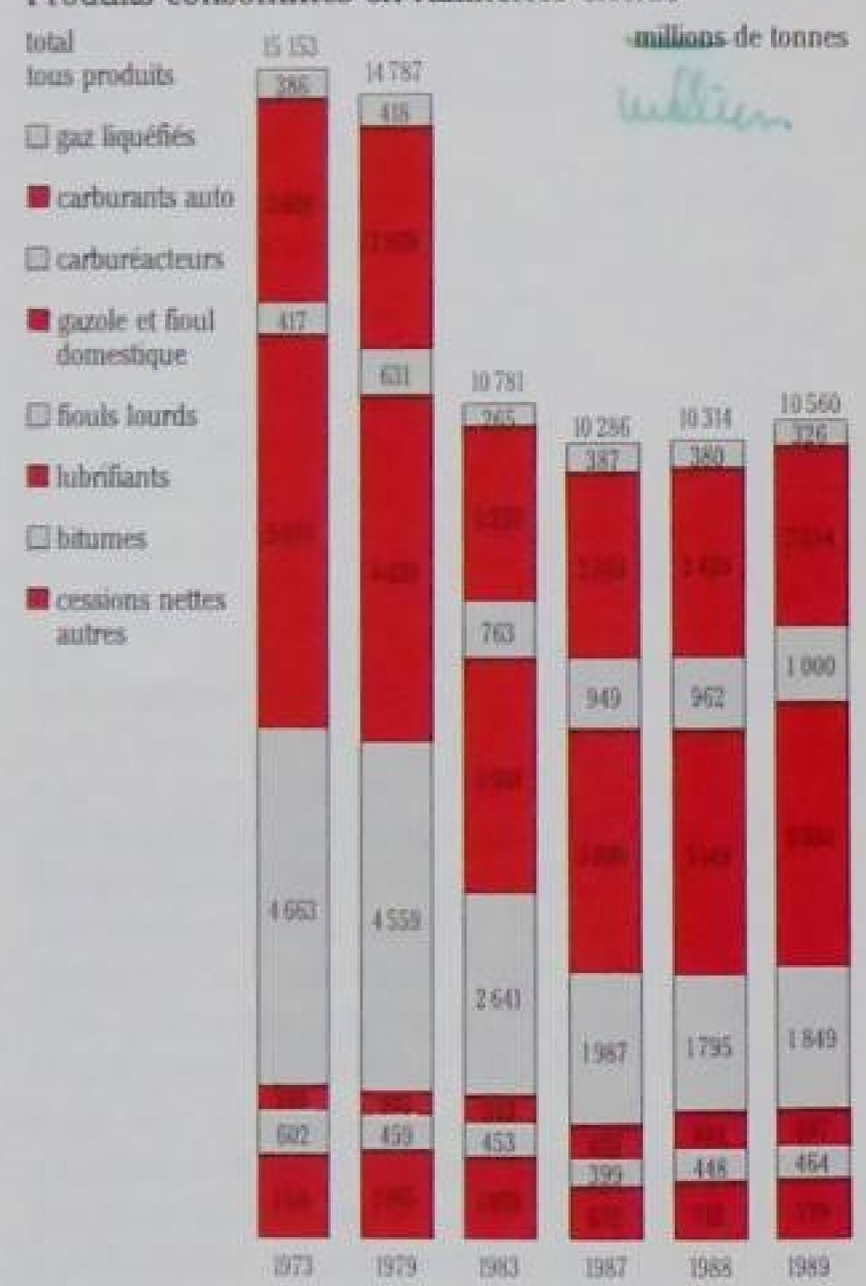
PÉTROLE BRUT TRAITÉ EN 1989

Origine	millions de tonnes	%
France	0,5	5,0
Mer du Nord	1,7	17,2
Moyen-Orient	7,3	73,8
Divers	0,4	4,0
Total	9,9	100,0

ACTIVITÉ DES RAFFINERIES ESSO S.A.F.



PRODUCTION DES RAFFINERIES ESSO S.A.F.
Produits consommés en raffineries exclus



Soutenus par la demande mondiale, les cours moyens du brut ont remonté de 5 dollars par baril entre décembre 1988 et décembre 1989, avec des fluctuations importantes. Dans cet environnement instable, votre société s'est efforcée, comme au cours des années précédentes, de réduire les risques associés aux variations des marchés. Cette année encore, les bruts du Moyen-Orient (74 % des bruts traités) ont représenté la plus grande part des importations, l'Iraq restant la première source d'approvisionnement. Par ailleurs, 17 % des bruts traités provenaient de la Mer du Nord.

Les trois grands navires de votre société, l'Esso Picardie, l'Esso Normandie et l'Esso Languedoc ont été utilisés en 1989 au maximum de leur capacité. Leur profitabilité est toutefois nettement inférieure à celle des flottes étrangères en raison des charges excessives qui grèvent toujours l'exploitation des navires sous pavillon national. C'est pourquoi, pour l'Esso Languedoc dont l'utilisation n'est plus nécessaire à la couverture de l'obligation de pavillon, une solution réaliste a été mise au point avec toutes les parties concernées en janvier 1990 : votre société a ainsi décidé de réimmatriculer ce navire sous pavillon des Terres Australes et Antarctiques Françaises.

D'autre part, l'exploitation des deux caboteurs de 22 000 tonnes, Esso Port-Jérôme et Esso Parentis, a été adaptée pour répondre aux exigences de préservation de la qualité des nouveaux produits, en particulier l'Esso Super Plus, depuis les raffineries jusqu'aux dépôts côtiers. Enfin votre société s'est dotée d'un automoteur de 2 500 tonnes, l'Esso Le Havre, qui permet la vente directe de soutes de la raffinerie de Port-Jérôme aux navires en escale au Havre.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les activités de recherche du Centre de Rouen-Mont-Saint-Aignan se sont traduites entre autres par quatre résultats particulièrement marquants :

Une nouvelle génération de lubrifiants automobiles a été mise au point et approuvée par les Centres techniques de Peugeot et de Citroën. Il s'agit en particulier de l'Esso Diesel Racing Oil, huile semi-synthétique de très haut de gamme pour moteurs diesel et d'une nouvelle formule de l'Esso Super Oil, huile pour moteurs à essence adaptée aux normes européennes 1990.

Dans le même temps, la mise au point d'une version renforcée de l'huile haut de gamme, Esso Racing Oil, pour le Paris-Dakar, venait imprimer au millésime 1989 une marque exceptionnelle dans l'histoire du partenariat Esso/Automobiles Peugeot.

Le Centre de Recherche a contribué à la mise au point du supercarburant sans plomb Esso Super Plus et en a assuré l'évaluation sur bancs d'essai et sur route.

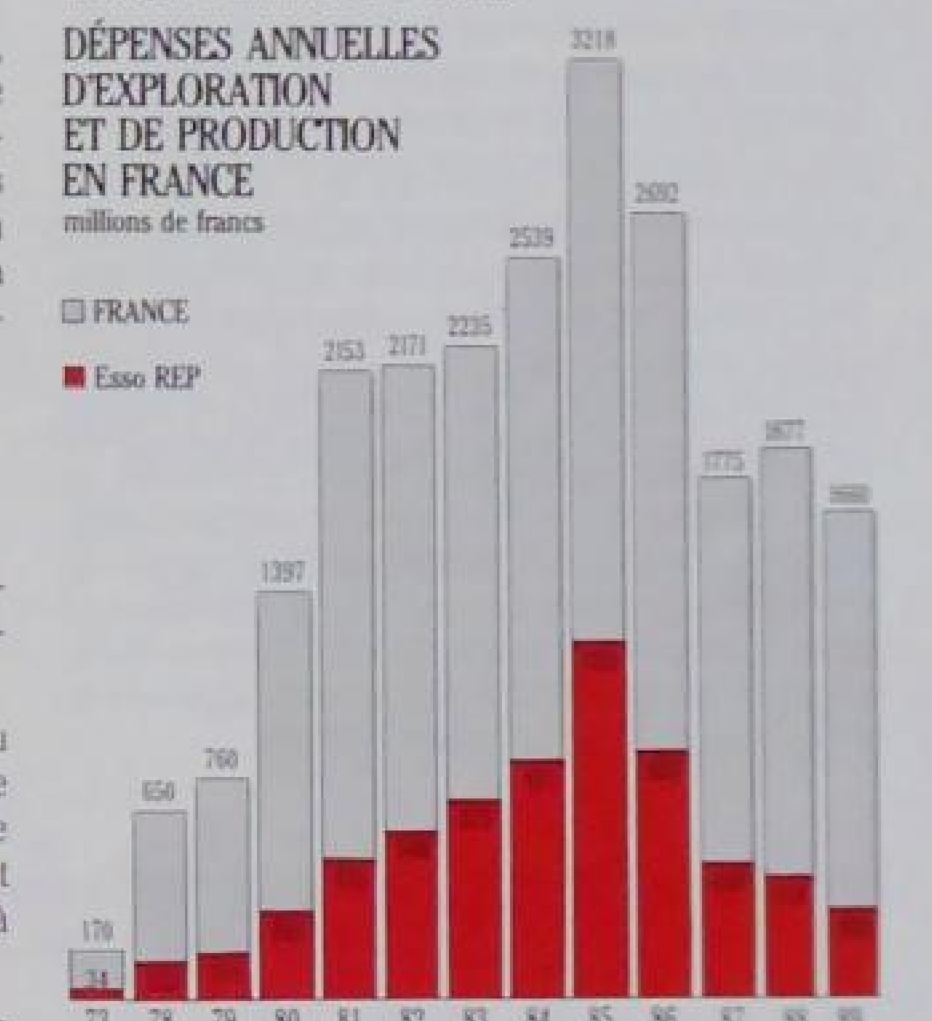
Un nouveau logiciel d'étude des structures des chaussées routières, "Esso Mœbius," a été développé et mis à la disposition des industriels, des universités et des autorités routières en France comme à l'étranger.

Enfin, la commercialisation des services d'assistance technique et de recherche aux PME/PMI s'est poursuivie et a connu un développement très prometteur conduisant, en septembre 1989, à la création de Esso Technologies et Services, filiale d'Esso S.A.F.

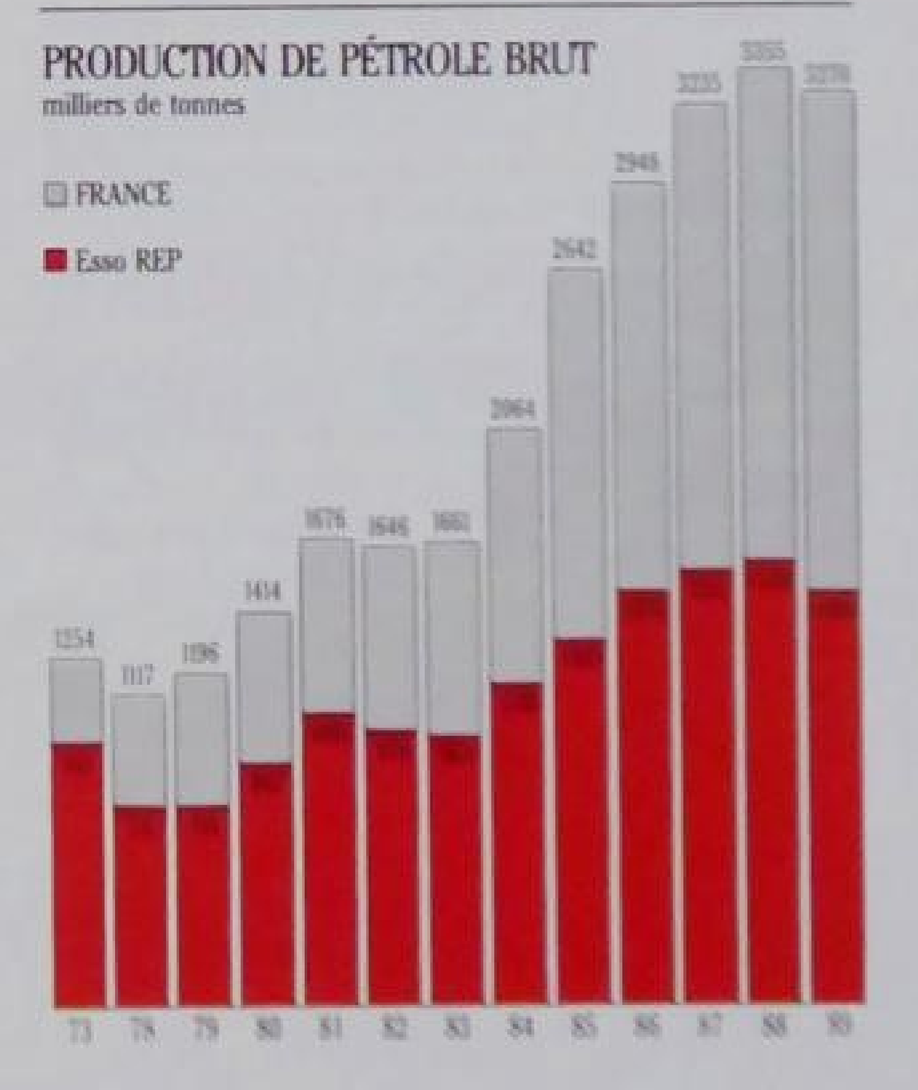
EXPLORATION ET PRODUCTION

Après les fortes baisses des cours du pétrole brut enregistrées en 1986 puis en 1988, 1989 aura bénéficié d'un redressement sensible des prix et d'une parité franc/dollar favorable. Cet environnement, mais aussi les gains de productivité et les efforts permanents de réduction des coûts, ont permis à votre filiale Esso REP d'améliorer son résultat.

DÉPENSES ANNUELLES D'EXPLORATION ET DE PRODUCTION EN FRANCE



PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT



Le recentrage de l'effort d'exploration sur les zones les plus favorables, déjà entrepris en 1988, s'est poursuivi. Au total 172 millions de francs ont été investis, soit une baisse de 17 % par rapport à l'année précédente. La présence d'indices d'hydrocarbures rencontrés dans les deux forages effectués dans le Jura va conduire à la poursuite de travaux d'exploration, bien qu'aucune production commerciale n'ait encore été mise en évidence.

Les investissements de développement ont totalisé 128 millions de francs, contre 208 millions de francs en 1988. Sur ce total, 60 % ont été consacrés aux champs du Bassin de Paris pour optimiser la production du champ de Chaunoy et de ses satellites, et participer au développement des découvertes récentes faites en association avec d'autres sociétés dans cette même zone.

Le complément a été affecté à la mise en production du gisement de gaz de Cassourat découvert en 1987 et surtout à la reprise des forages sur les champs des Landes. Ces nouveaux puits ont permis de maintenir la production de pétrole brut de votre filiale au niveau de 1,5 million de tonnes légèrement en recul par rapport à celui de l'année précédente.

COMMUNICATION ET RESSOURCES HUMAINES

■ Tout au long de l'année 1989, votre société a poursuivi l'amélioration de la productivité en cours depuis plusieurs années tout en menant une politique active pour y associer son personnel.

Cette politique s'est concrétisée, en particulier, par la création de CAPESSO, plan qui regroupe intéressement, participation légale et plan d'épargne d'entreprise, associant ainsi le personnel aux résultats économiques de l'entreprise.

Parallèlement, les politiques de formation et de communication interne ont été renforcées.

Le climat de dialogue et d'ouverture a permis d'aboutir à plusieurs accords avec les partenaires sociaux dans les domaines salariaux et syndicaux.

Quarante quatre ingénieurs et cadres commerciaux, vingt techniciens et employés, et quinze ouvriers ont été recrutés. Ce niveau de recrutement en nette augmentation est nécessaire pour faire face aux besoins futurs et devrait se maintenir en 1990.

Les résultats sécurité, avec un taux de fréquence de un accident par million d'heures travaillées, se maintiennent parmi les meilleurs de la profession. Les efforts sont poursuivis pour améliorer encore le comportement de sécurité tant sur la route qu'au travail.

	1988	1989
Effectifs au 31 décembre (marins compris)	2 566	2 410
Engagements (marins compris)	20	79
Promotions internes	369	358
Salaires (évolution de décembre à décembre)		
• Augmentation de la rémunération moyenne – pour le personnel en place durant toute l'année	5,5 %	5,3 %
– sur l'effectif total	4,0 %	3,8 %
• Augmentation du coût de la vie	3,1 %	3,6 %
Activités de formation		
• En % des salaires	3,1 %	3,6 %
• En % du temps de travail	1,2 %	1,5 %
Accidents du travail		
• Nombre par million d'heures travaillées	0,2	0,98



Aspects Financiers

■ Le chiffre d'affaires a été de 27 954 MF ce qui, compte tenu des mouvements de stocks, conduit à des produits d'exploitation de 28 948 MF. La hausse de 18 % de ces produits par rapport à 1988 a pour origine la répercussion sur le marché intérieur de la hausse des prix internationaux des produits pétroliers.

Les charges d'exploitation de 27 978 MF incluent à hauteur de 10 482 MF la taxe intérieure prélevée sur les produits vendus. La dotation aux amortissements, incluse dans ces charges, est de 424 MF.

Le résultat d'exploitation de 259 MF en 1988 passe donc cette année à 970 MF. Cette hausse provient pour l'essentiel de la hausse de la valeur des inventaires.

Le résultat financier est positif de 152 MF, dont 151 MF de dividende reçu d'Esso REP (115 MF en 1988).

Le résultat exceptionnel négatif de 790 MF reflète une dotation de 213 MF au titre des amortissements dérogatoires ainsi qu'une dotation de 500 MF au titre de la provision pour fluctuation des cours. Cette dotation porte la provision pour fluctuation des cours à un niveau jugé adéquat compte tenu des cours actuels du pétrole brut.

Après prise en compte du résultat exceptionnel, de la participation et des impôts, le résultat net 1989 est un profit de 316 MF.

Compte tenu de l'effet prix sur stock positif de 620 MF sur la période et du dividende d'Esso REP, le résultat courant économique des activités de raffinage-distribution est positif de 351 MF, à rapprocher d'un profit de 446 MF en 1988.

Les besoins de financement de l'exercice, constitués essentiellement d'investissements à hauteur de 424 MF et du dividende de 298 MF versé en 1989, ainsi que l'augmentation de l'actif circulant résultant de la hausse des prix des produits, ont été couverts par autofinancement.

Résultats

■ Les comptes annuels établis au 31 décembre 1989 vous sont présentés dans le présent Rapport Annuel. Ils font apparaître un bénéfice de 316 MF, auquel est ajouté le report à nouveau de l'exercice précédent soit :

• bénéfice de l'exercice 1989	316,4 MF
• report à nouveau	317,6 MF
Total disponible	**634,0 MF**

dont l'affectation suivante est proposée :

• réserve spéciale des plus-values à long terme	12,8 MF
• dividende	297,9 MF
• report à nouveau	323,3 MF
Total	**634,0 MF**

Le dividende net proposé ressort à 25 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 12,50 F, soit un revenu global de 37,50 F.

Après la mise en paiement au 16 février 1990 d'un acompte de 15 F par action, le dividende complémentaire ressort donc à 10 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F.

Conformément aux dispositions légales, nous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices.

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1986	11 917 960	25,00 F	12,50 F	37,50 F
1987	11 917 960	25,00 F	12,50 F	37,50 F
1988	11 917 960	25,00 F	12,50 F	37,50 F

Données Financières

RESUME DES RESULTATS D'ESSO S.A.F. — millions de F

	1988	1988	1989	1989
Chiffre d'affaires hors taxe intérieure	14 411		17 472	
Taxe intérieure	9 993		10 482	
Chiffre d'affaires taxe intérieure comprise		24 404		27 954
Production stockée/(déstockée) et divers		90		994
• Total des produits d'exploitation		24 494		28 948
Charges d'exploitation hors amortissements	(23 753)		(27 554)	
Amortissements	(482)		(424)	
• Total des charges d'exploitation		(24 235)		(27 978)
Résultat d'exploitation		**259**		**970**
Résultat financier		**66**		**152**
Résultat courant		**325**		**1 122**
Dotation de provision pour fluctuation des cours				(500)
Amortissements dérogatoires				(213)
Autres éléments exceptionnels		(10)		(77)
Résultat exceptionnel		**(10)**		**(790)**
Participation des salariés		-		(17)
Intégration fiscale		2		1
Impôts sur les sociétés		(3)		-
Résultat net		**314**		**316**
Activités raffinage/distribution				
Résultat courant		325		1 122
Elimination du dividende Esso REP		(115)		(151)
Elimination de l'effet prix sur stocks		236		(620)
Résultat courant économique		**446**		**351**

DEPENSES D'IMMOBILISATIONS — millions de F

	1988	1989
Immobilisations incorporelles et corporelles		
Raffinage et laboratoires	140	200
Distribution et transports intérieurs	189	206
Transports maritimes	2	3
Administratif	54	15
	385	424
Immobilisations financières		
Participations	18	-
Autres immobilisations financières	-	-
	18	-
Total	403	424

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE — millions de F

Ressources

	1988	1989
Capacité d'autofinancement de l'exercice	676	1 360
Produits de cessions d'immobilisations	52	24
Remboursement d'immobilisations financières	9	15
Réduction de l'actif circulant	174	0
Autres ressources	1	612
Total	912	2 011

Emplois

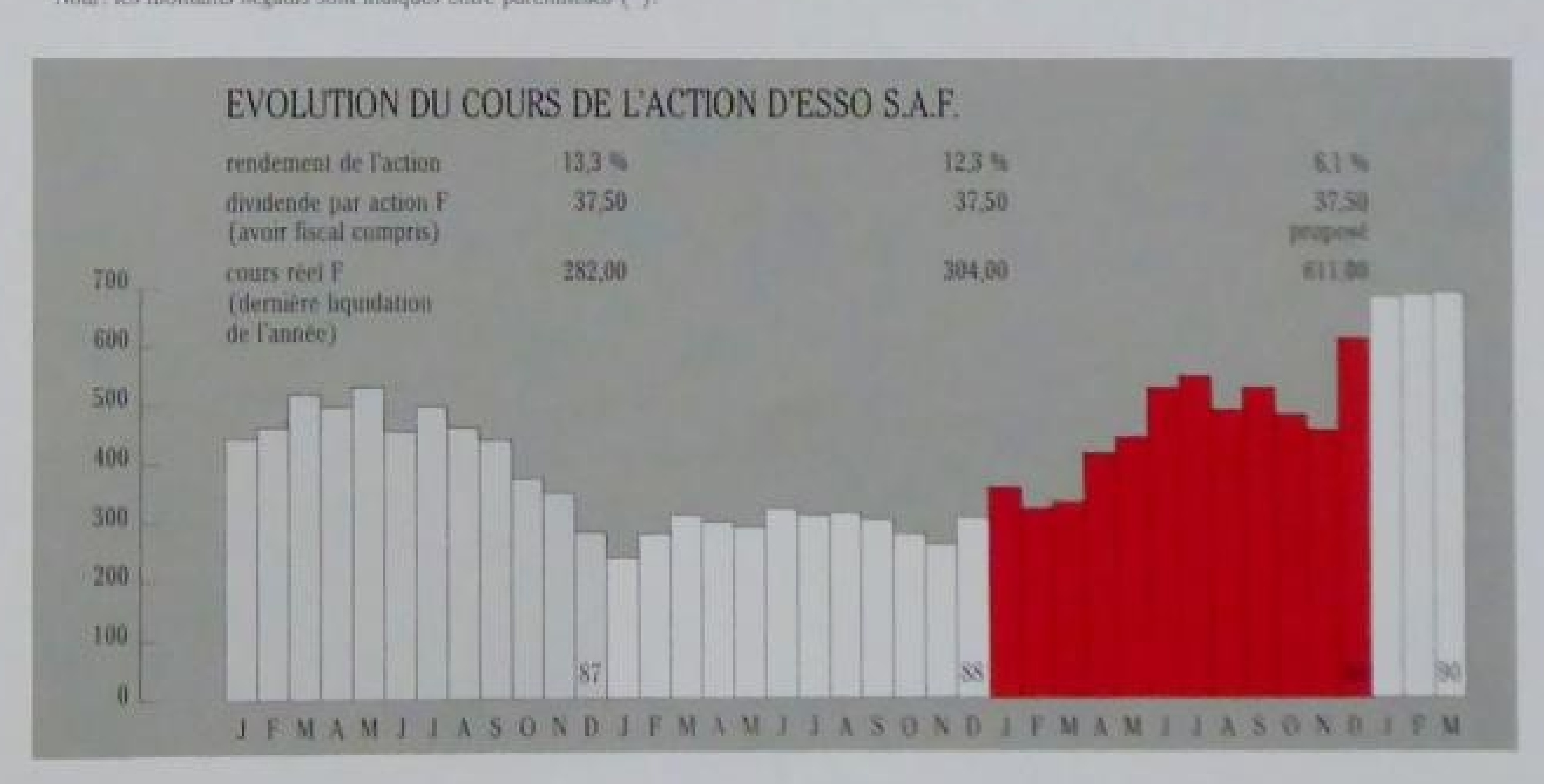
	1988	1989
Acquisitions d'immobilisations	403	424
Dividende mis en paiement	298	298
Réduction de l'endettement	121	148
Autres emplois	90	1 141
Total	912	2 011

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Résultats Financiers des 5 dernières années

	1985	1986	1987	1988	1989
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (millions de F)	595,9	595,9	595,9	595,9	595,9
Nombre d'actions ordinaires existantes (1)	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Nombre de parts bénéficiaires	-	-	-	-	-
II. OPERATIONS ET RESULTATS DE L' EXERCICE (millions de F)					
Chiffre d'affaires hors TVA	37 415,8	25 578,4	25 146,4	24 404,2	27 953,6
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	(332,5)	(22,4)	158,4	562,3	1 376,7
Impôts sur les bénéfices	(37,2)	107,5	2,1	3,2	(1,9)
Participation des salariés	15,8	9,5	2,0	0,0	17,4
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	258,0	305,0	297,5	314,3	316,4
Résultat distribué	238,4	297,9	297,9	297,9	297,9
III. RESULTAT PAR ACTION (F)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	(26,10)	(11,70)	12,95	47,06	114,22
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	21,65	25,60	24,96	26,37	26,55
Dividende attribué à chaque action (avoir fiscal inclus)	30,00	37,50	37,50	37,50	(2) 37,50
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 723	3 492	3 027	2 730	2 516
Montant de la masse salariale (millions de F)	811,4	763,7	697,5	651,0	624,0
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (S.S. et prévoyance, congés de fin de carrière, œuvres sociales) (millions de F)	466,8	498,1	517,8	510,6	507,9

(1) Actions détenues pour 81,55 % par Exxon Corporation.
(2) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.
Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).



Données Financières Consolidées

RESUME DES RESULTATS DU GROUPE		millions de F
	1988	1989
Chiffre d'affaires		
- hors taxe intérieure	15 299	18 464
- taxe intérieure	11 279	11 766
	26 578	30 230
Autres facteurs	336	1,243
Total	26 914	31 473
Charges d'exploitation		
- hors amortissements et provisions	(25 456)	(29 180)
- amortissements et provisions	(796)	(674)
Total	(26 252)	(29 854)
Résultat d'exploitation	662	1 619
Résultat financier	(184)	(52)
Résultat courant	478	1 567
Résultat exceptionnel	(373)	(274)
	105	1 293
Participation des salariés	(1)	(24)
Impôts courants et différés	20	(480)
Résultat après impôts	124	789
Intérêts minoritaires	(4)	(30)
RESULTAT NET DU GROUPE	120	759

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

■ Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 30 230 MF, taxe intérieure comprise. Il est en hausse de 14 % environ sous l'effet de la répercussion sur le marché intérieur de la hausse des prix internationaux.

Les charges d'exploitation ont atteint 29 854 MF, en hausse de 14 % par rapport à 1988.
Le résultat d'exploitation passe de 662 MF à 1 619 MF : cette augmentation reflète principalement l'impact de la hausse de la valeur des stocks d'Esso S.A.F. et l'amélioration de rentabilité constatée au niveau d'Esso REP.

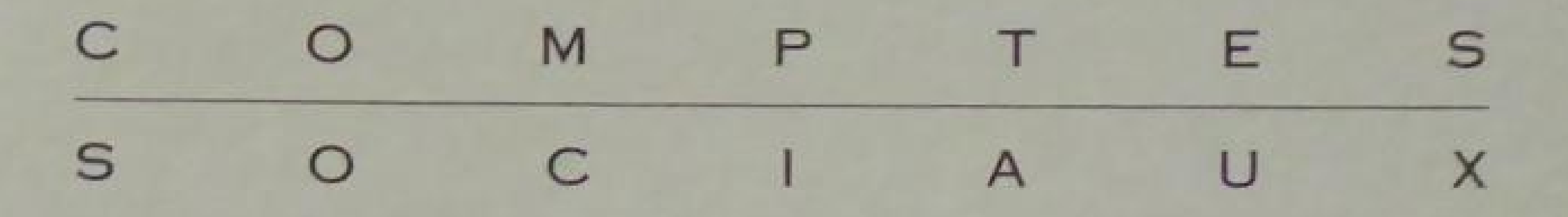
Après un résultat financier négatif de 52 MF, le résultat courant consolidé s'établit à 1 567 MF contre 478 MF en 1988.
Le résultat exceptionnel est négatif de 274 MF, à comparer à une perte de 373 MF en 1988. Cette légère amélioration s'explique principalement par la réduction des frais de recherche et d'exploration d'Esso REP.

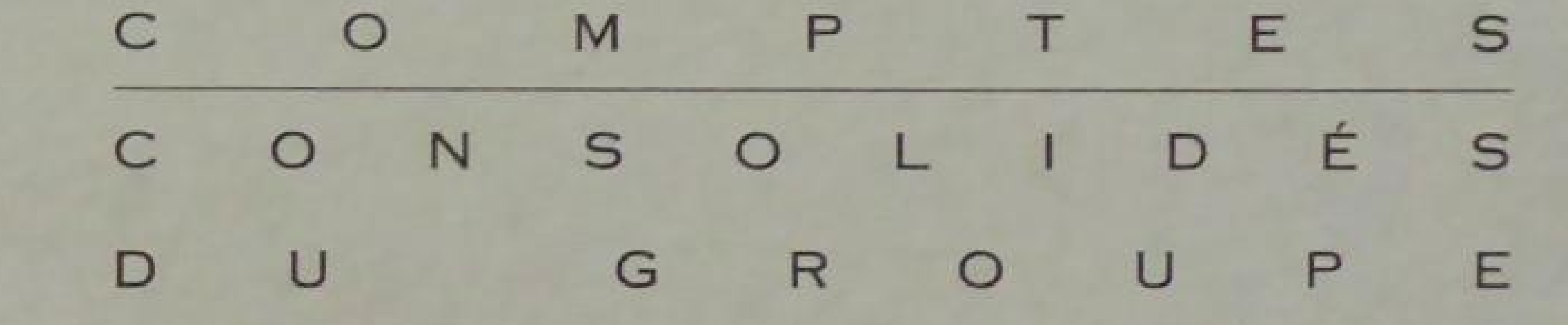
Après prise en compte des mouvements sur impôts différés et de la part des minoritaires dans le résultat d'ESSO REP, le résultat consolidé du groupe est un bénéfice de 759 MF contre 120 MF en 1988.

Les besoins de financement consolidés ont été principalement constitués par des investissements à hauteur de 737 MF (437 MF pour le secteur raffinage-distribution et 300 MF pour le secteur exploration-production), le versement du dividende Esso S.A.F de 298 MF et celui de la part minoritaire du dividende d'Esso REP. Ces besoins ont été couverts essentiellement par la capacité d'autofinancement.

Le mandat des Administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1989 puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration





Bilan au 31 décembre 1989 Esso S.A.F.

Avant répartition

ACTIF	1989 Montants bruts	1989 Amortissements et provisions	1989 Montants nets	1988 Montants nets	
Immobilisations incorporelles :					ACTIF IMMOBILISE
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires,	35 989	33 812	2 177	2 243	
Fonds commercial	58 457	388	58 069	58 575	
Immobilisations corporelles :					
Terrains	395 977	11 022	384 955	377 953	
Constructions	1 818 132	1 095 695	722 437	772 414	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 872 894	4 887 707	985 187	926 671	
Autres immobilisations corporelles	422 972	267 846	155 126	197 172	
Immobilisations corporelles en cours	107 354		107 354	96 729	
Avances et acomptes	28 213		28 213	27 059	
Immobilisations financières (1) :					
Participations	530 683	5 604	525 079	528 653	
Créances rattachées aux participations	30 190	15	30 175	27 541	
Prêts	15 667		15 667	17 280	
Autres immobilisations financières	6 154	57	6 097	7 090	
TOTAL I	9 322 682	6 302 146	3 020 536	3 039 380	
Stocks et en-cours :					ACTIF CIRCULANT
Matières premières et autres approvisionnements	872 441		872 441	652 988	
En-cours de production - Produits	550 608		550 608	296 716	
Produits finis	1 350 946		1 350 946	1 067 134	
Créances :					
Créances clients, comptes rattachés (2)	1 065 143	41 198	1 023 945	768 106	
Autres	1 120 001	3 143	1 116 858	1 032 169	
Disponibilités	69 586		69 586	55 368	
Charges constatées d'avance (3) :	109 623		109 623	90 648	COMPTES DE REGULARISATION
TOTAL II	5 138 348	44 341	5 094 007	3 963 129	
Primes remboursement des obligations	2 359	2 094	265	384	
Ecart de conversion actif				10 030	
TOTAL GENERAL	14 463 389	6 348 581	8 114 808	7 012 923	
Notes relatives à l'actif					
(1) dont à moins d'un an			3 839	3 364	
(2) dont à plus d'un an				766	
(3) dont à plus d'un an			52 399	48 787	

milliers de F

	PASSIF	1989	1988
CAPITAUX PROPRES	**Capital social entièrement versé**	595 898	595 898
	Prime d'émission et fusion	66 363	66 363
	Ecart de réévaluation 1976	507 938	510 158
	Réserves :		
	Réserves légales	59 590	59 590
	Plus-values nettes à long terme	141 504	124 764
	Report à nouveau	317 648	318 039
	RESULTAT DE L'EXERCICE - BENEFICE	316 428	314 297
	Subventions d'investissements	2 335	3 568
	Provisions réglementées :		
	Amortissements dérogatoires	388 614	175 538
	Provisions pour fluctuation des cours	1 440 758	940 758
	Autres	30 180	36 630
	TOTAL I	3 867 256	3 145 603
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**Provisions pour risques :**		
	Provisions pour perte de charge		10 030
	Autres	14 026	56 069
	Provisions pour charges :		
	Pensions et obligations similaires	329 828	352 000
	Autres	3 439	5 374
	TOTAL II	347 293	423 473
DETTES (1)	Emprunts obligataires non convertibles	19 463	22 699
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit (2)	525 860	416 102
	Emprunts et dettes financières divers	43 597	297 947
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 492 386	1 159 181
	Dettes fiscales et sociales	1 296 136	1 134 541
	Autres dettes	477 957	407 782
COMPTES DE REGULARISATION	**Produits constatés d'avance**	14 860	5 595
	TOTAL III	3 870 259	3 443 847
	Ecart de conversion passif	30 000	
	TOTAL GENERAL	8 114 808	7 012 923
	Notes relatives au passif		
	(1) dont à plus d'un an	49 040	73 128
	(2) dont • soldes créditeurs banques	508 310	359 365
	• emprunts à moins d'un an	16 050	44 362

Compte de Résultat de l'Exercice 1989

milliers de F	1989	1988
Produits d'exploitation :		
Ventes de marchandises	-	(89)
Production vendue - produits pétroliers et services	27 953 613	24 404 322
Montant net du chiffre d'affaires :	27 953 613	24 404 233
(dont à l'exportation 3 894 445)		
Production stockée/(déstockée) - produits pétroliers	537 703	(245 059)
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	251 145	27 044
Production immobilisée	10 791	11 633
Subventions d'exploitation	1 849	659
Reprises sur provisions & amortissements, transferts de charges	181 023	294 832
Autres produits	11 856	574
Total	28 947 980	24 493 916
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	247	122
Variation de stock	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 402 150	6 441 595
Variation de stock	(219 454)	23 283
Solde net des échanges de pétrole brut	-	(31 860)
Autres achats et charges externes	6 519 517	5 906 304
Impôts, taxes et versements assimilés	10 676 827	10 190 304
Salaires et traitements	623 966	651 027
Charges sociales	507 903	510 575
Dotations aux amortissements & aux provisions		
- sur immobilisations : dotations aux amortissements	424 322	482 485
- sur immobilisations : dotations aux provisions	150	83
- sur actif circulant : dotations aux provisions	5 126	9 025
- pour risques et charges : dotations aux provisions	7 084	15 152
Autres charges	30 541	36 976
Total	27 978 379	24 235 071
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	969 601	258 845

milliers de F	1989	1988
Produits financiers :		
De participations	168 826	136 793
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 985	1 554
Autres intérêts et produits assimilés	43 157	21 682
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 737	9 784
Différences positives de change	23 396	20 088
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	62	42
Total	248 163	189 943
Charges financières :		
Dotations aux amortissements et provisions	166	10 268
Intérêts et charges assimilés	63 841	63 017
Différences négatives de change	31 706	50 193
Total	95 713	123 478
2 - RESULTAT FINANCIER	152 450	66 465
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	1 122 051	325 310
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	6 060	31 499
Sur opérations en capital	25 934	55 298
Reprises sur provisions et transferts de charges	155 682	196 925
Total	187 676	283 722
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	147 846	147 032
Sur opérations en capital	15 357	58 507
Dotations aux amortissements et provisions	814 593	87 853
Total	977 796	293 392
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(790 120)	(9 670)
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	(17 381)	-
Intégration fiscale	1 262	1 872
Impôts sur les bénéfices	616	(3 215)
5 - RESULTAT NET	316 428	314 297

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( )

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat

REGLES ET METHODES COMPTABLES

■ Les comptes annuels sont établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général, compte tenu des adaptations relatives au plan professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures, approuvées par le Conseil National de la Comptabilité le 12 mars 1984.

Les méthodes d'évaluation décrites ci-après sont identiques à celles qui étaient en vigueur pour l'établissement des comptes de l'exercice 1988 :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production par l'entreprise. Les dépenses ayant pour objet de prolonger de manière significative la durée de vie des installations industrielles sont immobilisées. Les immobilisations corporelles inscrites au bilan et acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet de la dernière réévaluation légale.

La dépréciation des immobilisations corporelles est constatée par la voie d'amortissements linéaires faisant l'objet d'un plan d'amortissement et calculés en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations, selon les normes généralement admises dans la profession.

Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par leur coût de souscription ou d'acquisition par la société, augmentée, pour les participations acquises avant le 31 décembre 1976, par l'effet de la dernière réévaluation légale.

A la clôture de l'exercice, il est procédé à la comparaison de la valeur brute avec celle de la quote-part des capitaux propres que les titres représentent. Dans les cas où cette dernière est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, sauf dans les cas où il existe des plus-values potentielles certaines.

Stocks

Les pétroles bruts et les produits finis ou semi-finis sont évalués suivant la méthode FIFO. Les stocks de marchandises non pétrolières et de matières consommables d'exploitation et d'entretien sont évalués selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les coûts de production comprennent la valeur CAF des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous frais financiers.

En ligne avec la norme professionnelle, le coût de production au niveau du raffinage est déterminé pour chaque produit en ventilant le coût global proportionnellement à la valeur relative attribuée à chacun d'eux, le coût des produits intermédiaires étant obtenu en déduisant les frais de transformation restant à supporter pour compléter le cycle de fabrication.

Pour l'arrêté des comptes, la valeur des stocks considérée globalement est comparée à leur valeur vénale au 31 décembre de l'exercice. Si la valeur vénale est inférieure au coût de production, une provision pour dépréciation est constituée. La vérification effectuée au 31 décembre 1989 a montré qu'aucune provision n'avait lieu d'être constituée.

Primes de remboursement des obligations

Elles sont portées en compte de régularisation Actif et amorties sur la durée de vie des emprunts obligataires.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion Actif ou Passif".

Dans la mesure où elles sont liées à des opérations commerciales courantes, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques. Par contre, les profits latents ne sont pas incorporés dans le résultat.

Chiffre d'affaires

Selon la norme comptable professionnelle, le chiffre d'affaires inscrit au compte de résultat inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente. Par contre, les facturations réciproques entre confrères, dans le cadre d'échanges visant à la mise en place économique de produits, ne figurent ni dans le chiffre d'affaires, ni dans les achats. Le solde net temporairement déséquilibré de ces opérations fait l'objet d'une ligne spéciale dans le compte de résultat corrigeant la variation de production stockée.

NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

milliers de F

ETAT DE L' ACTIF IMMOBILISE	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts...	Virements de poste à poste	Cessions mises hors services rembour-sements de prêts	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Total I	92 167	1 330	1 455	506	94 446
Immobilisations corporelles					
Constructions	1 899 233	61 892	(110 710)	32 283	1 818 132
Installations techniques matériels et outillages industriels	5 520 784	271 933	145 852	65 675	5 872 894
Autres immobilisations corporelles	787 796	26 567	13 635	9 049	818 949
En-cours	123 788	62 317	(50 232)	306	135 567
Total II	8 331 601	422 709	(1 455)	107 313	8 645 542
Immobilisations financières					
Participations	534 929	255		4 501	530 683
Créances rattachées à des participations	27 556	4 030		1 396	30 190
Autres immobilisations financières	24 414	6 232		8 825	21 821
Total III	586 899	10 517		14 722	582 694
Total général	9 010 667	434 556		122 541	9 322 682

ETAT DES AMORTISSEMENTS

milliers de F

	Amortis-sements au début de l'exercice	Dotations de l' exercice	Virements de poste à poste	Diminutions amortis-sements cessions mises hors service	Amortis-sements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	30 396	1 315	1 387		33 098
Immobilisations corporelles	5 932 441	423 009	(1 387)	92 956	6 261 107
Immobilisations financières	1 224				1 224
Total	5 964 061	424 324		92 956	6 295 429

REEVALUATION LEGALE 1976

Esso S.A.F. a procédé à la réévaluation légale de ses immobilisations au 31 décembre 1976.

1. La réserve de réévaluation figurant au bilan représente la réévaluation des participations et des terrains.

2. La provision spéciale de réévaluation s'appliquant aux immobilisations amortissables, s'analyse comme suit :

	milliers de F
- augmentation des montants bruts	835 470
- moins augmentation des amortissements	(345 284)
- moins utilisation cumulée de la marge supplémentaire d'amortissements apportée par la réévaluation	(477 717)
au 31 décembre 1989	12 469

La marge supplémentaire d'amortissement utilisée au cours de l'exercice s'est élevée à 3 436 milliers de F pour la dotation aux amortissements et 109 milliers de F pour la valeur nette des éléments cédés. En application de la règle fiscale, un montant équivalent a été repris en produit exceptionnel au Compte de Résultat.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

milliers de F

Rubriques	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Capital social et primes	662 261			662 261
Ecart de réévaluation - 1976	510 158		2 220	507 938
Réserve légale et autres	184 354	16 740		201 094
Report à nouveau	318 039		391	317 648
Résultat 1988	314 297		314 297	
Résultat 1989		316 428		316 428
Subventions d'investissement	3 568		1 233	2 335
Provisions réglementées :				
- pour fluctuation des cours	940 758	500 000		1 440 758
- pour investissement	10 200	31	2 735	7 496
- pour hausse des prix				
- spéciale de réévaluation 1976	16 014		3 545	12 469
- plus-values réinvesties	10 416		201	10 215
- amortissements dérogatoires	175 538	215 315	2 239	388 614
Total	3 145 603	1 048 514	326 861	3 867 256

Note - Les comptes d'Esso S.A.F. sont consolidés par Exxon Corporation qui détient 81,55 % du capital.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

milliers de F

Catégories de Provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Pour pensions et obligations similaires	352 000	101 132	123 304	329 828
Autres provisions				
- pour perte de change	10 030		10 030	
- pour risques exceptionnels	56 070	5 200	47 244	14 026
- pour impôts différés	630		630	
- pour charges exceptionnelles	4 744		1 305	3 439
Total	423 474	106 332	182 513	347 293

AUTRES PROVISIONS

milliers de F

Catégories de Provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations	7 226	198	707	6 717
Sur actif circulant	52 647	5 125	13 431	44 341
Total	59 873	5 323	14 138	51 058

Notes : 1 - Les provisions pour pensions comprennent :
- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la Société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la Société.

2 - En matière de pensions et obligations similaires, voir également les engagements hors bilan dans la présente annexe.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

milliers de F

Créances	Montants bruts	Degré de liquidité de l'actif à 1 an au plus	à plus de 1 an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	30 190	1 427	28 763
Prêts	15 667	2 411	13 256
Autres immobilisations financières	6 154		6 154
Actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	1 065 143	1 065 143	
Autres créances	1 120 001	1 120 001	
Sous-total	2 237 155	2 188 982	48 173
Charges constatées d'avance	109 623	57 224	52 399
Total général	2 346 778	2 246 206	100 572

Dettes	Montants bruts	Degré d'exigibilité du passif à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires ordinaires	19 463	5 966	13 497	
Emprunts et dettes - Etablissements de crédit *	525 860	524 360	1 500	
Emprunts et dettes financières diverses	43 597	9 554	34 043	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 492 386	1 492 386		
Dettes fiscales et sociales	1 296 136	1 296 136		
Autres dettes	477 957	477 957		
Sous-total	3 855 399	3 806 359	49 040	
Produits constatés d'avance	14 860	14 860		
Total général	3 870 259	3 821 219	49 040	

Cette analyse se rapportant au bilan avant répartition, le dividende proposé à l'Assemblée Générale du 14 juin 1990 ne figure pas parmi les dettes.

* Dont dettes assorties de sûretés réelles :				
Emprunts pour construction de navires	7 500	7 500		

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

milliers de F

Postes concernés	Entreprises liées au Groupe Exxon	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Créances/dettes représentées par des effets de commerce
A l' actif :			
Participations	471 146	53 933	
Créances rattachées à des participations	12 076	18 098	
Créances clients et comptes rattachés			52 734
Autres créances	742 490	18 005	
Au passif :			
Emprunts et dettes financières divers	6 778		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	774 446		
Autres dettes	97 322	183	
Charges financières	17 163		
Produits financiers	186 922	16 342	

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TVA

millions de F

	1987	%	1988	%	1989	%
Carburants auto	3 470,3	23,8	3 743,6	27,4	4 100,1	24,7
Distillats	4 079,8	27,9	3 863,0	28,4	4 863,9	29,3
Fiouls lourds	1 426,1	9,8	823,1	6,0	1 061,7	6,4
Autres produits	3 614,6	24,7	3 503,4	25,7	3 961,1	23,9
Pétrole brut & bases pour la chimie	2 011,5	13,8	1 705,9	12,5	2 597,7	15,7
Ventes hors taxes	14 602,3	100,0	13 639,0	100,0	16 584,5	100,0
Services hors taxes	697,3		772,6		887,4	
	15 299,6		14 411,6		17 471,9	
Taxe intérieure	9 846,8		9 992,6		10 481,7	
Chiffre d'affaires *	**25 146,4**		**24 404,2**		**27 953,6**	
Répartition géographique du chiffre d'affaires :						
- France	21 536,6		21 276,0		24 059,2	
- Etranger	3 609,8		3 128,2		3 894,4	
Total	**25 146,4**		**24 404,2**		**27 953,6**	

* Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

COMMENTAIRES SUR LA SITUATION FISCALE

1. En l'absence d'impôt sur les bénéfices au titre de l'exercice comptable 1989, il n'y a pas lieu d'établir une ventilation entre la part imputable au résultat courant et celle imputable aux éléments exceptionnels du résultat.
2. Esso S.A.F. qui a opté en 1988 pour l'intégration fiscale dans le cadre de l'article 68 de la Loi de Finances, Esso forme avec 7 de ses filiales un groupe dont la base d'imposition est déclarée et prise en charge par la maison mère. Compte tenu des conventions mises en place entre Esso S.A.F. et ses filiales, chaque filiale supporte dans ses comptes sa charge d'impôt théorique. L'application de l'intégration pour 1989 entraîne un crédit d'impôt de 1,5 MF pour Esso S.A.F.
3. Les amortissements fiscalement réputés différés à fin 1989 s'élèvent à 283 MF au seul titre de la société Esso S.A.F. ; à ce montant, il convient d'ajouter 19 MF de déficits reportables au titre de l'intégration fiscale des filiales.

RESULTAT COURANT ECONOMIQUE DES ACTIVITES RAFFINAGE/DISTRIBUTION

Le résultat courant économique des activités raffinage et distribution est le suivant, en millions de F :

	1988	1989
Résultat courant comptable	325	1 122
Elimination du dividende Esso REP	(115)	(151)
Elimination de l'effet prix sur stocks	236	(620)
Résultat courant économique	**446**	**351**

REMUNERATION GLOBALE ALLOUEE AUX ORGANES DE DIRECTION
AVANTAGES ET CREDITS CONSENTIS PAR LA SOCIETE

Compte tenu de l'organisation d'Esso S.A.F., les informations ci-après concernent les membres du Conseil d'Administration et/ou du Comité Directeur de la société, faisant partie du personnel salarié, ou recevant des jetons de présence.

- Montant global versé aux dirigeants de la société : 6 173 032 F.
- Garantie de prêts bancaires : néant.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

milliers de F

	1988	1989
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	3 276 879	3 179 430
Effets escomptés non échus	151 331	229 013
Engagements pour retraites du personnel (2)	1 223 800	1 217 600
Autres engagements donnés	87 743	74 340
Total	**4 739 753**	**4 700 383**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties en 1989 par des confrères à Esso S.A.F. et à sa filiale Worex s'élèvent à 2 711 400 milliers de francs.
(2) Engagements pris par la société en complément des montants indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle des charges futures envers
a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de congé de fin de carrière.
b) le personnel en activité pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen de la société, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'entreprise	
	1988	1989	1988	1989
• Cadres	874	805	1	–
• Agents de maîtrise et techniciens	1 096	1 009	–	–
• Employés	133	106	65	60
• Ouvriers	627	596	26	20
Total :	2 730	2 516	92	80

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché dans le groupe ou hors groupe.
Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

Le personnel mis à disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel détaché ou prêté par des sociétés du groupe.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

milliers de francs	Capital social	Autres capitaux propres hors résultat	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net (ou perte) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par Esso S.A.F)									
- Esso REP	38 610	273 499	89,88	409 911	1 849	20 881	1 311 450	273 833	150 526
- Worex	10 320	(705)	99,99	55 069	262 221	–	3 286 820	(22 419)	–
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
- Raffinerie du Midi	22 500	40 233	33,33	18 300	1 407	587	49 628	835	2 000
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales françaises	–	–	–	6 166	124 628	–	–	–	1 958
2. Participations dans des sociétés françaises	–	–	–	35 633	34 696	10 942	–	–	14 342

Rapport Général

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :
- le contrôle des comptes annuels de la société Esso S.A.F. tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1989.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.
Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
Par application de la loi, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :
- prise de participation de 99,96 % dans la SARL Esso Technologies et Services,
- prise de participation de 11,11 % dans le GIE Groupement d'exploitation du dépôt de réception de Chenevières,
- acquisition de 5 920 actions Géobutane, ce qui porte la participation d'Esso S.A.F. dans Géobutane à 14,55 %.

Paris, le 2 avril 1990

Daniel Dudon — Edouard Salustro

Rapport Spécial

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous portons à votre connaissance les conventions visées à l'article 101 de cette loi, et préalablement autorisées par votre Conseil d'Administration (montants exprimés hors taxes).

I - CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

– Avec la Société Esso REP (Administrateur concerné : M. Jean Verré) :
- Avenant n° 2 du 20 juin 1989 à la convention d'entraide administrative et de mandat du 29 avril 1985 précisant la nature spécifique des interventions de l'Ingéniérie d'Esso S.A.F., les principes de facturation et les responsabilités (Conseil du 15 juin 1989).
- Avenant n° 6 du 22 juin 1989 au contrat de vente de pétrole brut en vrac du 12 décembre 1984 déterminant le prix payé à Esso REP dans le cas où Esso S.A.F. achète du brut de Vic Bilh pour le revendre (Conseil du 15 juin 1989).
- Avenant n° 3 du 22 juin 1989 au contrat de transport maritime du 12 décembre 1984 actualisant les conditions de facturation (Conseil du 15 juin 1989).
- Avenant n° 2 du 13 octobre 1989 au contrat de stockage de pétrole brut à Ambès du 12 décembre 1984 destiné à actualiser les conditions de facturation (Conseil du 22 septembre 1989).

II - CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

– Avec la Société Esso REP :
- Entraide administrative : 7 224 317 F
- Achats de pétrole brut : 490 186 113 F
- Achats de condensats provenant des gisements de gaz d'Ucha : 4 143 193 F
- Achats de gaz : 2 962 591 F
- Location de bureaux à Bègles :
  - par Esso S.A.F. à Esso REP : 670 500 F
  - par Esso REP à Esso S.A.F. : 138 161 F
- Location de terrain et bâtiments situés à Ambès :
  - par Esso S.A.F. à Esso REP : 14 315 F
  - par Esso REP à Esso S.A.F. : 52 897 F
- Frais de passage, de transport et de stockage du pétrole brut d'Esso REP : 37 908 104 F.

Il appartient à votre Assemblée de statuer sur les conventions et opérations relatées dans le présent rapport.

Paris et Boulogne-sur-Seine, le 2 avril 1990

Edouard Salustro — Daniel Dudon

Commissaires aux comptes
Membres respectifs des Compagnies
Régionales de Paris et Versailles

Filiales

PRINCIPALES FILIALES AU 31.12.1989

Société de Recherches & d'Exploitation Pétrolières Esso REP
Capital : 38 610 000 F - Participation : 89,88 %.
Activités : recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.
La production atteint 1 495 287 t d'hydrocarbures liquides et 76,4 millions de m^3 de gaz en 1989.
Le bénéfice net après impôts sur les sociétés ressort à 273,8 MF en 1989.

Worex
Capital : 10 320 500 F - Participation : 99,99 %.
Activités : distribution de combustibles liquides et solides.
Son chiffre d'affaires H.T. atteint 3 276 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Etablissements Cloarec
Capital: 1 800 000 F - Participation : 99,67 %.
Activités : distribution de combustibles liquides.
Son chiffre d'affaires H.T. atteint 377 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Office Privé d'Assurances et de Courtages
Capital : 250 000 F - Participation : 99,35 %.
Activités : négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du Groupe Exxon en France.
Les courtages reçus en 1989 représentent environ 2 MF.

Société Immobilière Paris Niel
Capital : 518 520 F - Participation : 99,56 %.
Activités : location de stations-service.
Immobilisations : 13 MF.

Société d'Exploitation & de Développement d'Opérations Commerciales
Capital : 250 000 F - Participation : 98,70 %.
Activités : gestion de cartes de crédit et tickets-route.

Esso Technologies et Services
Capital : 250 000 F – Participation : 99,96 %
Activités : études et travaux de recherche.

Société Hôtelière de la Petite Campagne
Capital : 50 000 F – Participation : 95,00 %
Activités hôtelières.

Participations Esso S.A.F.

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES DETENUES EN PORTEFEUILLE AU 31/12/1989

Nombre de titres	Sociétés	milliers de F
	Participations (partie libérée)	
173 517	Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières	409 911
103 204	Worex	55 069
4 302	Paris-Niel	5 195
987	Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales	403
1 987	Office Privé d'Assurances et de Courtages	248
475	Société Hôtelière de la Petite Campagne	47
2 499	Esso Technologies et Services	250
2 990	Cloarec	-
	Participations unitaires inférieures à F 20 000	23
	Total des participations de plus de 50 %	**471 146**
28 000	Société du Pipe-Line de la Raffinerie de Lorraine	3 227
4 000	Raffinerie du Midi	18 300
42 501	Société Pipe-Line Méditerranée - Rhône	5 685
18 247	Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers	-
530	Dépôts de Pétrole Côtiers	2 800
29 100	Géobutane Lavéra	2 318
11 998	Société de Manutention de Carburants Aviation	1 300
11 200	Géomines Caen	-
9 780	Docks des Pétroles d'Ambès	575
3 238	Société des Dépôts Pétroliers de la Corse	1 101
270	Entrepôt Pétrolier de Mulhouse	4 200
10 000	Primagaz	2 913
39 936	Trapil	10 000
2 400	Dépôt Pétrolier du Grésivaudan	240
850	Géogaz Lavéra	100
	Participations unitaires inférieures à F 100 000	395
	Total	**524 300**
	Autres participations dans des sociétés immobilières	586
	Participations (partie non libérée)	193
	Total général	**525 079**

Compte de Résultat de l'Exercice 1989

millions de F

	1989	1988
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	30 230,2	26 578,0
Production stockée	531,0	(262,3)
Solde échanges inter-confrères - Produits pétroliers	251,1	25,3
Production immobilisée et divers	460,4	573,4
Total	**31 472,7**	**26 914,4**
Charges d'exploitation		
Achats matières premières, approvisionnements	10 231,8	7 328,9
Variation de stocks	(211,5)	7,4
Autres achats et charges externes	6 838,7	6 236,1
Impôts, taxes et versements assimilés	10 884,6	10 377,6
Charges de personnel	1 385,5	1 406,6
Dotations aux amortissements : raffinage/distribution	443,7	514,4
et provisions : production	230,1	282,1
Autres charges	50,6	99,0
Total	**29 853,5**	**26 252,1**
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	1 619,2	662,3
Produits financiers		
Participations	18,3	15,7
Intérêts reçus et autres	25,2	24,4
Différences positives de change	53,4	3,2
Total	**96,9**	**43,3**
Charges financières		
Intérêts payés	113,5	119,5
Différences négatives de change	21,7	60,3
Taxe sur dividende reçu d'Esso REP	14,1	47,3
Autres	0,2	0,2
Total	**149,5**	**227,3**
2. RESULTAT FINANCIER	(52,6)	(184,0)
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 566,6	478,3
Produits exceptionnels		
Opérations de gestion et en capital	42,5	104,3
Reprises de provisions	206,9	191,4
Total	**249,4**	**295,7**
Charges exceptionnelles		
Amortissements des frais d'exploration	173,0	244,0
Opérations de gestion et en capital	225,8	266,5
Dotations aux provisions	124,6	157,8
Total	**523,4**	**668,3**
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	(274,0)	(372,6)
Participation	(24,2)	(0,7)
Impôts courants	(86,6)	12,2
Variation des impôts différés	(392,6)	7,1
INTERETS MINORITAIRES DANS ESSO REP	(30,4)	(4,0)
RESULTAT DU GROUPE	758,8	120,3

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Bilan au 31 décembre 1989

Avant répartition — millions de F

ACTIF	1989 Montants bruts	1989 Amortissements et provisions	1989 Montants nets	1988 Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
• Frais d'exploration pétrolière	173,0	(173,0)		
• Autres	264,8	(36,2)	228,6	223,7
Immobilisations corporelles				
• Secteur raffinage-distribution	7 773,1	(5 521,9)	2 251,2	2 267,2
• Secteur production	3 561,8	(2 280,9)	1 280,9	1 380,4
Immobilisations financières	111,1	(2,8)	108,3	108,7
Total I	11 883,8	(8 014,8)	3 869,0	3 980,0
Actif circulant				
Stocks et en-cours	2 803,7		2 803,7	2 061,1
Créances clients et comptes rattachés	1 377,3	(50,2)	1 327,1	996,2
Autres créances	963,8	(3,3)	960,5	705,8
Disponibilités	85,3		85,3	75,5
Charges constatées d'avance	115,0		115,0	94,8
Total II	5 345,1	(53,5)	5 291,6	3 933,4
Primes de remboursement des obligations	2,3	(2,0)	0,3	0,4
TOTAL GENERAL	17 231,2	(8 070,3)	9 160,9	7 913,8

millions de F

PASSIF	1989	1988
Capitaux propres du groupe		
Capital social	595,9	595,9
Primes d'émission et de fusion	66,4	66,4
Réserves consolidées	1 753,1	1 932,4
Résultat de l'exercice	758,8	120,3
Total I	3 174,2	2 715,0
Intérêts minoritaires dans Esso REP	53,0	35,0
Provisions		
Risques et charges	451,7	559,0
Impôts différés	507,6	115,0
Total II	959,3	674,0
Dettes		
Emprunts obligataires	19,5	22,7
Emprunts et dettes, établissements de crédit	1 044,4	912,1
Emprunts et dettes financières diverses	44,3	305,1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 657,0	1 305,1
Dettes fiscales et sociales	1 702,0	1 546,2
Autres dettes	490,5	391,9
Produits constatés d'avance	16,7	6,7
Total III	4 974,4	4 489,8
TOTAL GENERAL	9 160,9	7 913,8

Variation des Capitaux Propres du Groupe Esso S.A.F.

millions de F	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserves consolidées	Total groupe
Au 31 décembre 1988	595,9	66,4	2 052,7	2 715,0
Dividende servi en 1989	-	-	(297,9)	(297,9)
Autres variations	-	-	(1,7)	(1,7)
Résultat groupe 1989	-	-	758,8	758,8
Au 31 décembre 1989	595,9	66,4	2 511,9	3 174,2

Variation des Intérêts Minoritaires

	millions de F
Au 31 décembre 1988	35,0
Dividende servi en 1989	(12,4)
Quote-part dans le résultat 1989	30,4
Autres	-
Au 31 décembre 1989	53,0

Financement Consolidé - Groupe Esso S.A.F. au 31 décembre 89

millions de F

RESSOURCES	1989	1988
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 884,5	1 061,1
Produits de cessions d'immobilisations	32,4	66,5
Remboursement d'immobilisations financières	16,0	11,3
Réduction de l'actif circulant		178,8
Autres ressources	614,9	281,6
TOTAL	2 547,8	1 599,3

EMPLOIS	1989	1988
Acquisitions d'immobilisations		
• Raffinage/Distribution	437,4	437,6
• Production	299,7	414,3
TOTAL I	737,1	851,9
Dividendes mis en paiement		
• Esso S.A.F.	297,9	297,9
• Minoritaires	18,5	18,2
TOTAL II	310,4	316,2
Réduction de l'endettement	131,7	253,9
Autres emplois	1 362,6	177,4
TOTAL GENERAL	2 547,8	1 599,3

Annexe au Bilan et Compte de Résultat

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Application des dispositions légales :

■ Les comptes consolidés d'Esso S.A.F. sont établis sans changement par rapport à l'année passée, suivant les principes comptables définis par la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 et le décret d'application n° 86-221 du 17 février 1986.

Principes de consolidation :

Les comptes consolidés comprennent ceux d'Esso S.A.F. et de ses deux filiales significatives, soit :

Filiale	N° SIREN	Siège social	% part.
Esso REP	552 092 181	6, avenue André Prothin 92400 Courbevoie	89,88
Worex	780 094 983	Parc des Erables 66, route de Sartrouville 78230 Le Pecq	99,99

Les comptes de ces deux filiales sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.
Les titres des autres sociétés dans lesquelles Esso S.A.F. détient soit une participation majoritaire, soit un contrôle conjoint, figurent dans le poste "Participations" pour leur valeur d'inventaire dans les comptes de la société mère.

Retraitements préalables des comptes sociaux :

Les comptes des sociétés incluses dans la consolidation sont l'objet au préalable des retraitements suivants prévus par le décret d'application n° 86-221 :
- Elimination des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale. Ceci concerne essentiellement les provisions réglementées, en l'espèce :
  - les amortissements dérogatoires,
  - la provision pour fluctuation des cours,
  - la provision pour hausse de prix,
  - la provision pour reconstitution des gisements.

Constatation au bilan et au compte de résultat consolidés des impositions différées résultant :
- des retraitements ci-dessus,
- du décalage temporaire entre l'enregistrement comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal,
- de déficits fiscaux reportables,

une situation fiscale nette active n'étant toutefois constatée que si son imputation sur des dettes futures est probable.
Les impôts différés sont constatés au bilan selon la méthode du "report variable" (taux de 42 % au 31 décembre 1988 et au 31 décembre 1989).

- Elimination à l'actif et au passif du reliquat des effets de la réévaluation légale de 1976. L'effet de ce correctif sur le bilan consolidé est de faible importance.
- Intégration dans le résultat de l'exercice des écarts de conversion figurant au bilan d'Esso S.A.F. Ces écarts se rattachent à des opérations commerciales courantes.

Autres principes comptables :

Les autres principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés concernent particulièrement :
- Les immobilisations du secteur raffinage-distribution : ces immobilisations sont essentiellement celles de la société mère Esso S.A.F. Les principes suivis pour leur évaluation et leur amortissement sont ceux définis par le Plan Comptable Général et commentés dans le cadre de l'Annexe des Comptes sociaux.

- Les dépenses d'exploration : elles sont traitées comme des immobilisations incorporelles. Les dépenses de géologie et de géophysique sont amorties dans l'exercice où les travaux ont été effectués. Le coût des forages d'exploration n'ayant pas abouti à une découverte commercialement exploitable est également amorti à l'achèvement des puits. Les forages d'exploration productifs et les forages en cours en fin d'exercice sont immobilisés.

- Immobilisations de production d'hydrocarbures : ces immobilisations, qui constituent la grande majorité des actifs immobilisés d'Esso REP, sont amorties champ par champ à l'unité de production, méthode par laquelle le taux d'amortissement est égal au rapport de la production annuelle sur les réserves estimées au début de l'exercice.

- Valorisation des stocks : les stocks sont évalués au prix de revient, ou à la valeur vénale si celle-ci est inférieure. Le prix de revient des stocks de brut et de produits est calculé selon la méthode FIFO. Pour les stocks d'origine intra-groupe, la valeur retenue tient compte d'une correction correspondant à la quotité de profit du secteur production non encore réalisée.

2 - VARIATION DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

millions de F

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Catégories de provisions				
Pour pensions et obligations similaires*	472,6	106,4	197,3	381,7
Pour risques exceptionnels	39,0	18,3		57,3
Pour charges exceptionnelles	47,4	9,3	44,0	12,7
Total	559,0	134,0	241,3	451,7

* Les provisions pour pensions comprennent la garantie de ressources accordée (dans le cadre du plan société) au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de la liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, et le coût des plans de départs anticipés.

3 - VARIATIONS DE LA PROVISION POUR IMPOTS DIFFERES

Cette provision constate au bilan la dette latente d'impôt résultant des retraitements des comptes sociaux commentés à la note "Règles et méthodes comptables" et des différences à caractère temporaire existant entre le résultat fiscal et le résultat comptable des sociétés entrant dans la consolidation.
En application de la méthode du "report variable", la provision a été calculée au 31 décembre 1988 et au 31 décembre 1989 au taux de l'impôt à 42 %. La provision a évolué comme suit :

	millions de F
Au 31 décembre 1987	122,1
Reprise de l'exercice 1988	(7,1)
Au 31 décembre 1988	115,0
Dotation de l'exercice 1989	392,6
Au 31 décembre 1989	507,6

Au cours de l'exercice 1989, l'augmentation de l'imposition latente résulte essentiellement de la dotation de la provision pour fluctuation des cours et de la dotation aux amortissements dérogatoires dans les comptes sociaux d'Esso S.A.F. La faible variation observée au cours de l'exercice 1988 s'expliquait par l'absence de mouvements significatifs sur ces provisions.

4 - VENTILATION DES DETTES CONSOLIDEES PAR ECHEANCE :

millions de F

	Montants totaux	Degré d'exigibilité à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires	19,5	6,0	13,5	
Etablissements de crédit *	1 044,4	1 042,9	1,5	
Dettes financières diverses	44,3	10,3	34,0	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 657,0	1 657,0		
Dettes fiscales et sociales	1 702,0	1 702,0		
Autres dettes	490,5	490,5		
Total général	4 957,7	4 908,7	49,0	
* Dont dettes assorties de sûretés réelles : constructions de navires	7,5	7,5		

5 - ENGAGEMENTS HORS BILAN :

millions de F	1988	1989
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	3 277	3 179
Effets escomptés non échus	235	288
Engagements pour retraite du personnel (2)	1 363	1 370
Autres engagements donnés	61	53
Total	4 936	4 890

(1) A titre de réciprocité les cautions de même nature consenties par des confrères au groupe Esso S.A.F. s'élèvent en 1989 à 3 489 MF.
(2) Engagements pris par le groupe, en complément des montants indiqués au chapitre 2 "Provisions pour risques et charges", correspondant à l'estimation sur une base actuarielle des charges futures envers :
- les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite du groupe ou des plans de congés de fin de carrière,
- le personnel en activité, pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

6 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE :

millions de F	1988	1989
Secteur raffinage-distribution		
Hors taxe intérieure	14 618	17 650
Taxe intérieure	11 279	11 766
Sous-total	25 897	29 416
Secteur production	681	814
Total consolidé	26 578	30 230

7 - EFFECTIF MOYEN DU GROUPE :

L'effectif moyen du groupe, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à la disposition du groupe	
	1988	1989	1988	1989
Cadres	1 046	967	21	18
Agents de maîtrise	1 305	1 210	-	-
Employés et ouvriers	1 187	1 089	93	83
Total	3 538	3 266	114	101

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché hors du groupe Esso S.A.F.
Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.
Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel prêté ou détaché par d'autres sociétés du groupe Exxon.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

■ En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :
- le contrôle des comptes consolidés du groupe, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la vérification du rapport sur la gestion du groupe ;
relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1989.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion du groupe.

Paris, le 2 avril 1990

Daniel Dudon — Edouard Salustro

Les Administrateurs d'Esso S.A.F.

Jean Verré
Administrateur de :
- Esso REP

Jean Boillot
Président du Conseil d'Administration de :
- Automobiles Peugeot
- Société Europa Veicoli Leggeri - Sevel Spa

Président de :
- Peugeot Talbot Motor Company Ltd

Membre du Conseil de Surveillance de :
- Peugeot Talbot Deutschland GmbH

Administrateur de :
- Gefco
- La Publicité Française
- Citroën Hispania S.A.
- Peugeot Talbot Belgique
- Peugeot Automobile Nigeria
- Sodexa

Représentant permanent de la Société Automobiles Peugeot au Conseil de :
- Société Industrielle Automobile du Havre
- Société Financière de Banque - Sofib
- PSA Finance Holding
- Société de Financement des Réseaux Automobiles - Sofira

Patrick Deveaud
Président du Conseil d'Administration de :
- S.C.O.A.
- I.T.E.
- Sogefi
- Francefi
- Olivier International (Suisse)

Vice-Président de :
- Sati

Administrateur de :
- Paribas International
- Fougerolle
- Jeumont-Schneider
- Cie de Fives-Lille
- Guinness Peat Aviation Airbus 320
- Merchant Banking Corporation Nigeria Ltd
- Sofemasa
- Paribas Consultora
- Smurfit Paribas Bank Ltd
- Banque Paribas Nederland N.V.
- Eurafricaine Pharmaceutique S.A.
- Finance One Ltd

Représentant permanent de la Banque Paribas au Conseil d'Administration de :
- Banque Sudameris

Michel Kopff
Président du Conseil d'Administration de :
- Maersk Cie (France) S.A.

Jean-Louis Pilliard
Président du Conseil d'Administration de :
- La Radiotechnique

Vice-Président :
- Parfums Pierre Balmain

Administrateur de :
- Barclays Bank S.A.
- Banque Pétrofigaz
- RTC Compelec
- Sopad - Nestlé
- Emballages Techniques S.A. (Suisse)

Membre du Conseil de Surveillance de :
- Gallay S.A.

Jean Rauzier
Membre du Conseil de Surveillance de :
- Société A. Petit

Claude Roux
Président de :
- Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (Sagess)
- Scania France